

MOTION SECURE FAMILY OFFICE

Société Anonyme

Siège social : L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire

**CONSTITUTION DE SOCIETE
DU 22 DECEMBRE 2016**

**Me GRETHEN
No 12446**

L'an deux mille seize, le vingt-deux décembre.

Pardevant Nous Maître **Léonie GRETHEN**, notaire de résidence à Luxembourg-Ville (Grand-Duché de Luxembourg).

ONT COMPARU :

Monsieur Pierre SCHOEN, né le 16 février 1952 à Strasbourg, France, demeurant à impasse de Coulet 48, CH-1162 St-Prex, Suisse,

et

Madame Caroline SCHOEN, née le 6 juillet 1980 à Strasbourg, France, demeurant à Avenue de Castonier 49, BE-1640 Rhode-Saint-Genèse, Belgique,

et

Monsieur Christophe SCHOEN, né le 4 juillet 1982 à Strasbourg, France, demeurant au Domaine Manga Be, BP 274, Ambondrona - Ile de Nosy BE 207, Madagascar,

tous ici représentés par Madame Laura LEGER, juriste, demeurant professionnellement au 14, rue de Strassen, L-2555 Luxembourg, en vertu de trois (3) procurations sous seing privé lui délivrées le 9 décembre 2016.

Lesdites procurations resteront, après avoir été signées *ne varietur* par la mandataire des comparants et le notaire instrumentant, annexées au présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme indiqué ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société anonyme, dont ils ont arrêté les statuts comme suit :

TITRE I.- DÉNOMINATION - SIÈGE SOCIAL - OBJET - DURÉE

Article 1^{er}.-

Il est formé une société anonyme sous la dénomination de « **MOTION SECURE FAMILY OFFICE** » (ci-après dénommée la « Société »).

Article 2.-

Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ou, le cas échéant, de l'actionnaire unique.

L'assemblée générale autorise le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique à transférer le siège social de la Société dans tout autre endroit de la même commune ou dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et à modifier cet article.

Par simple décision du conseil d'administration ou, le cas échéant, de l'administrateur unique, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences, bureaux ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Article 3.-

La durée de la Société est illimitée.

Article 4.-

La Société a pour objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, pour compte propre ou pour compte de tiers, ou en participation avec ceux-ci l'activité de conseil en matière patrimoniale, économique, financière, technique, administrative ou informatique, au sens large, et en particulier pour l'optimisation de patrimoines de personnes physiques, familles, groupements familiaux ou entités patrimoniales, l'assistance et la fourniture de services, directement ou indirectement, en matière patrimoniale, économique, financière, fiscale, technique, administrative ou informatique, ainsi que la mise en relation de parties en vue de la conclusion d'opérations financières, éventuellement en coordination avec des prestataires de services externes tels que notamment des conseillers fiscaux et avocats.

La Société pourra notamment exécuter ou faire exécuter tous traitements et analyses d'informations relatives au patrimoine de ses clients, et tous mandats d'organisation ou de gestion administrative, ainsi que toute autre activité se rattachant directement à son objet social, à l'exclusion de toute activité régie par la Loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

La Société a également pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer à la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra procéder, par voie de placement privé, à l'émission d'actions et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts, convertibles ou non, et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toutes autres sociétés

en vue de les détenir à terme. Elle pourra également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toutes autres sociétés en vue de les détenir à terme. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, consentir toutes hypothèques et cautions à la garantie d'emprunts, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société pourra, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société a également pour objet, soit directement soit en sous-traitance, l'acquisition, l'exploitation, la mise en valeur, la transformation, l'aménagement, la gestion, l'administration, la location, l'acquisition de terrains, d'immeubles, meublés non meublés, et d'une manière générale l'exercice de ses droits de propriété sur ces biens et toutes opérations susceptibles d'en faciliter indirectement la réalisation.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

TITRE II.- CAPITAL - ACTIONS

Article 5.-

Le capital social est fixé à **EUR 30.000,- (trente mille Euros)**, représenté par **30.000 (trente mille)** actions d'une valeur nominale de **EUR 1,- (un Euro)** chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires ou, le cas échéant, de l'actionnaire unique, sauf dispositions contraires de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (ci-après dénommée la « **Loi** »).

Tous les certificats au porteur émis devront être immobilisés auprès d'un dépositaire désigné par le conseil d'administration ou, le cas échéant, par l'administrateur unique. Le conseil d'administration, ou, le cas échéant, l'administrateur unique, informera les actionnaires de toute nomination de dépositaire ou de tout changement le concernant dans le délai de quinze (15) jours ouvrables. Les actes de nomination ou changement concernant les dépositaires devront être déposés et publiés conformément à l'article 11bis §1er, 3), d) de la Loi.

Un registre des actions au porteur sera ouvert, lequel se trouvera auprès du dépositaire et renseignera la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre des actions au porteur ou de coupures détenues, la date du dépôt, les transferts, l'annulation ou la conversion des actions en titres nominatifs avec leur date.

La propriété de l'action au porteur s'établit par l'inscription sur le registre des actions au porteur. A la demande écrite de l'actionnaire au porteur, un certificat peut lui être délivré par le dépositaire constatant toutes les inscriptions le

concernant et qui lui sera remis endéans huit (8) jours calendaires.

Toute cession d'action au porteur entre vifs est rendue opposable vis-à-vis des tiers et de la Société par un constat de transfert inscrit par le dépositaire sur le registre des actions au porteur sur base de tout document ou notification constatant le transfert de propriété entre le cédant et le cessionnaire. La notification de transfert pour cause de mort est valablement faite à l'égard du dépositaire, s'il n'y a opposition, sur la production de l'acte de décès, du certificat d'inscription et d'un acte de notoriété reçu par le juge de paix ou par un notaire.

Les actions au porteur ne se trouvant pas en dépôt ou n'étant pas valablement inscrites dans le registre des actions au porteur, verront leurs droits suspendus.

Article 6.-

La Société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la Loi le permet, procéder au rachat de ses propres actions.

Article 7.-

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, fixé à EUR 10.000.000,- (dix millions d'Euros) qui sera représenté par 10.000.000 (dix millions) d'actions d'une valeur nominale de EUR 1,- (un Euro) chacune.

En outre, le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique est autorisé, pendant une période prenant fin le 22 décembre 2021, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la Société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique, aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la Loi.

Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la Société.

Article 8.-

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, de l'actionnaire unique statuant comme en matière de modification des statuts.

Article 9.-

Vis-à-vis de la Société, les actions de la Société sont indivisibles. Par conséquent, les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

TITRE III.- ADMINISTRATION

Article 10.-

La Société est administrée par un conseil composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un (1) actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un (1) actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un (1) actionnaire.

Ils sont nommés par l'assemblée générale statuant à la majorité des voix, pour un terme ne pouvant dépasser six (6) années ; ils sont rééligibles et toujours révocables avec ou sans motif.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51bis de la Loi.

Le nombre des administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, de l'actionnaire unique.

Le poste d'un administrateur sera vacant si :

- Il démissionne de son poste avec préavis à la Société, ou
- Il cesse d'être administrateur par application d'une disposition légale ou il se voit interdit par la Loi d'occuper le poste d'administrateur, ou
- Il tombe en faillite ou fait un arrangement avec ses créanciers, ou
- Il est révoqué par une résolution des actionnaires ou, le cas échéant, de l'actionnaire unique.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, nommé par l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, par l'actionnaire unique, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement ; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procède à l'élection définitive.

Si la nomination faite par le conseil d'administration n'est pas ratifiée par cette assemblée, les délibérations prises avec l'administrateur et les actes accomplis par lui n'en seront pas moins valables.

Article 11.-

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et accomplir tous les actes d'administration et de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un administrateur unique, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Article 12.-

Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la Loi, le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes en faveur des actionnaires.

Article 13.-

Le conseil d'administration choisira un président parmi ses membres. En cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être confiée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration se réunira sur convocation du président ou sur convocation de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation, chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige.

Convocation écrite de toute réunion du conseil d'administration de la Société sera adressée à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (les motifs) de cette urgence seront mentionnée brièvement dans l'avis de convocation. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du conseil d'administration de la Société et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, télex ou courrier électronique. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration de la Société se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, câble, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, étant admis.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence, conférence téléphonique ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion

du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Lorsqu'une réunion est effectuée par conférence téléphonique ou visioconférence, elle devra être initiée et présidée depuis Luxembourg. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil d'administration sans exception. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Article 14.-

Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par la personne nommée en son remplacement, ou par deux (2) administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux (2) administrateurs.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Article 15.-

Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion journalière, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La (les) première(s) personne(s) à qui sera déléguée la gestion journalière peut (peuvent) être nommée(s) par la première assemblée générale des actionnaires statuant à la majorité simple des voix, pour une durée indéterminée. Il(s) sera (seront) choisi(s) parmi les membres du conseil d'administration de la Société et sera (seront) toujours révocable(s) avec ou sans motif dans les mêmes conditions de majorité que celles applicables à sa nomination.

Il peut aussi confier la gestion de toutes les activités de la Société ou d'une branche spéciale de celles-ci à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires, qui ne doivent pas nécessairement être membres du conseil d'administration ou actionnaires de la Société.

Article 16.-

Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique devra créer un comité d'investissement stratégique qui aura pour missions :

- i) de fixer les lignes de conduite des investissements en fonction de la politique d'investissement approuvée par le conseil d'administration ;
- ii) d'identifier et d'évaluer les opportunités d'investissement et de prise de participation ;
- iii) d'assurer le suivi du portefeuille des investissements et/ou des participations ;

- iv) de prendre des décisions d'investissement, de restructuration, d'alliance ou de partenariat ;
- v) d'émettre tout rapport et avis auprès du conseil d'administration et de faire toute recommandation sur les questions entrant dans ses missions ;
- vi) d'accepter toute autre mission que pourra lui attribuer le conseil d'administration.

Le conseil d'administration ne pourra valablement effectuer un investissement qu'après avoir consulté et obtenu l'accord du comité d'investissement.

Le comité d'investissement stratégique sera composé des actionnaires de la Société.

Les membres du comité d'investissement stratégique exerceront leur mandat à compter de leur nomination et seront démis de leur fonction du fait de la perte de leur qualité d'actionnaires de la Société.

Le comité d'investissement stratégique sera présidé par un président désigné par et parmi ses membres. Il pourra en outre s'adjoindre, en qualité de consultant, d'experts externes à titre permanent ou pour certains aspects spécifiques de ses travaux.

Le comité d'investissement stratégique fonctionne collégalement et délibère, dans le cadre de ses attributions, à l'unanimité des voix des actionnaires.

Tout membre peut participer à une réunion du comité d'investissement stratégique par visioconférence, conférence téléphonique ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Une décision du comité d'investissement stratégique peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du comité d'investissement stratégique sans exception. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Le comité d'investissement stratégique peut se doter d'un règlement interne qui devra être approuvé par le conseil d'administration de la Société. Il peut ainsi organiser son mode de fonctionnement, notamment en ce qui a trait au lieu et au moment des réunions ainsi que la répartition des tâches entre ses membres.

Les décisions prises par le comité d'investissement stratégique ne peuvent en aucun cas engager la Société vis-à-vis des tiers.

Le comité d'investissement stratégique se réunira aussi souvent que les affaires de la Société l'exigent et au moins trois (3) fois par an.

Article 17.-

Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) administrateurs, par la signature individuelle d'un (1) administrateur-délégué dans le cadre de la gestion journalière ou par la signature individuelle d'un (1) délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée par sa seule signature.

Article 18.-

Tous les litiges dans lesquels la Société est impliquée comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la Société par le conseil d'administration, représenté par son président ou par l'administrateur-délégué à cet effet ou par l'administrateur unique, le cas échéant.

Les exploits pour ou contre la Société sont valablement faits au nom de la Société.

Dans les limites de la Loi, chaque administrateur présent ou passé sera indemnisé sur les avoirs de la Société en cas de perte ou de responsabilité l'affectant du fait de l'exercice de sa fonction.

TITRE IV.- SURVEILLANCE

Article 19.-

La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, par l'actionnaire unique pour une durée qui ne peut dépasser six (6) ans. Ils sont rééligibles et toujours révocables avec ou sans motif.

TITRE V. - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES – DÉCISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE

Article 20.-

L'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net réservé aux actionnaires.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Article 21.-

L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, à l'endroit spécifié dans la convocation, le premier vendredi du mois de juin à 11 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale se tiendra le jour ouvrable suivant.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations aux assemblées générales des actionnaires de la Société pourront, avec l'accord individuel préalable de chacun d'entre eux, leur être transmises uniquement par voie de courrier électronique, conformément à l'article 70bis de la Loi.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont

prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

En sus du respect des conditions d'unanimité prévues à l'article 67-1 de la Loi, les décisions de l'assemblée des actionnaires dûment convoquée, relatives aux modifications statutaires de la Société, à l'amortissement du capital social de la Société ainsi que celles relatives à l'adoption ou la modification de clauses d'inaliénabilité des actions de la Société, de clauses d'agrément, de clauses d'exclusion, de clauses de suspension des droits non pécuniaires et de clauses envisageant le changement de contrôle d'un actionnaire personne morale, sont prises à l'unanimité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Lorsqu'une assemblée est effectuée par conférence téléphonique ou visioconférence, elle devra être initiée et présidée depuis Luxembourg. L'assemblée tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

TITRE VI.- ANNÉE SOCIALE - RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Article 22.-

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Article 23.-

L'excédant favorable du bilan, après déduction de toutes les charges de la Société, des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice net de la Société. Il est prélevé cinq pour cent (5%) du bénéfice net pour la constitution de la réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais reprend son cours si, pour une cause quelconque, ladite réserve descend en dessous des dix pour cent (10%) du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, l'actionnaire unique déterminera, sur proposition du conseil d'administration ou, le cas échéant, de l'administrateur unique, de quelle façon le solde du bénéfice annuel net sera affecté.

TITRE VII.- DISSOLUTION, LIQUIDATION

Article 24.-

La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, de l'actionnaire unique, statuant à la majorité des voix requises pour la modification des statuts. Si la Société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, par l'actionnaire unique, qui détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments.

Sauf décision contraire, le ou les liquidateur(s) aura (auront) les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif de la Société.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les actionnaires en proportion des actions détenues par eux.

TITRE VIII.- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 25.-

Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent à la Loi et à ses modifications ultérieures.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2017.

2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2018.

SOUSCRIPTION ET LIBÉRATION

Les statuts de la Société ayant ainsi été établis, les comparants, déclarent souscrire l'intégralité du capital social comme suit :

1. Monsieur Pierre SCHOEN, prédésigné, vingt-deux mille sept cents actions	22.700
2. Madame Caroline SCHOEN, prédésignée, deux mille soixante-quinze actions	2.075
3. Monsieur Christophe SCHOEN, prédésigné, cinq mille deux cent vingt-cinq actions	5.225
Total : trente mille actions	<hr/> 30.000

Toutes les actions ont été libérées en numéraire à concurrence de 100% (cent pour cent) de sorte que la somme de **EUR 30.000,- (trente mille Euros)** est à la disposition de la Société ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant qui le constate expressément.

DÉCLARATION

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par les articles 26, 26-1 (§2), 26-3 et 26-5 de la Loi, telle que modifiée ultérieurement, sont remplies.

Le notaire a attiré l'attention des comparants sur le fait que la Société devra obtenir une autorisation administrative à faire le commerce par rapport à l'objet tel que libellé à l'article 4 des statuts, ce que les comparants reconnaissent expressément.

FRAIS

Le montant global des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Les comparants, précités, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

PREMIÈRE RÉOLUTION

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois (3).

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2022 :

- **Monsieur Davide MARTUCCI**, dirigeant de sociétés, né le 22 mars 1986 à Lugano, Suisse, demeurant à L-1661 Luxembourg, 85-81 Grand Rue, Grand-Duché de Luxembourg ;
- **Monsieur Alain WEBER**, dirigeant de sociétés, né le 19 mai 1953 à Strasbourg, France, demeurant à D-77694 Kehl, 6, Heiligenfeldstrasse, Allemagne.
- **Monsieur Pierre SCHOEN**, né le 16 février 1952 à Strasbourg, France, demeurant à impasse de Coulet 48, CH-1162 St-Prex, Suisse.

DEUXIÈME RÉOLUTION

Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2022 :

MATHILUX S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège à L-3899 Foetz, 8, rue Théodore de Wacquant, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 125120.

TROISIÈME RÉOLUTION

Conformément à l'article 13 des statuts de la Société, l'assemblée décide de nommer **Monsieur Pierre SCHOEN**, prénommé, en qualité de Président du conseil d'administration de la Société.

QUATRIÈME RÉOLUTION

Faisant usage de la faculté offerte par l'article 15 des statuts de la Société, l'assemblée nomme en qualité d'administrateur-délégué de la Société, son mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2022, **Monsieur Pierre SCHOEN**, prénommé, avec pouvoir de signature individuelle pour engager la Société.

CINQUIÈME RÉOLUTION

Le siège social de la Société est fixé à L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire, Grand-Duché de Luxembourg.

DONT ACTE

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

(signé) Leger, GRETHEN

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 22 décembre 2016

Relation: 1LAC/2016/41230

Reçu soixante-quinze euros

(75,00 €)

Le Receveur (s) Paul MOLLING

Pour expédition conforme délivrée sur demande à la société prénommée.

Luxembourg, le 5 janvier 2017